



Ukraine: coup d'État à l'américaine

Début d'une nouvelle guerre froide

Par [Thomas Kaiser](#)

Mondialisation.ca, 24 mars 2014

[Horizons et Débats](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

La première semaine de la session de printemps du Conseil des droits de l'homme à Genève est réservée aux représentants politiques des divers pays. Souvent ce sont les ministres des Affaires étrangères eux-mêmes ou leurs suppléants qui viennent pour exposer pendant dix minutes l'axe essentiel de leur politique des droits de l'homme. C'est ainsi que cela s'est passé la semaine dernière, et les auditeurs ont eu droit à un éventail d'interventions intéressantes. Alors que les États africains et asiatiques ont parlé majoritairement de la situation des droits de l'homme dans leurs propres pays et comment on pourrait l'améliorer, c'étaient surtout les États de l'UE et de l'OTAN qui se sont concentrés sur la situation en Ukraine, en Syrie ou au Venezuela et l'ont commenté de manière extrêmement polémique. Dans certains cas, le ton était véritablement acerbe.

Mardi, c'est l'intervention du ministre estonien des Affaires étrangères Urmas Paet qui était la plus frappante. C'est lui qui a mené le fameux appel téléphonique intercepté avec le Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères Catherine Ashton, dans lequel il a mentionné que les tireurs d'élite à Kiev avaient tiré sur des agents de police et sur des manifestants (cf. «Neue Zürcher Zeitung» du 7 mars). Une procédure similaire que le journaliste et auteur français Thierry Meyssan a décrit concernant les événements en cours au Venezuela. Là aussi, des agents de sécurité ainsi que des manifestants ont été tués par les mêmes armes. Dans son intervention, Urmas Paet a tenté de décrire la crise en Ukraine comme étant un réel danger pour la paix en Europe et a invité la communauté internationale à agir.

Expansion de l'OTAN vers l'est va à l'encontre de la promesse de George Bush sen.

Ce qui a commencé par l'expansion de l'OTAN vers l'est au milieu des années 1990 - à l'encontre de la promesse de George Bush sen. donnée à Michail Gorbatchev, à savoir qu'il n'y aurait pas d'expansion de l'OTAN dans les anciennes républiques soviétiques et dans les anciens États du pacte de Varsovie - a continué au XXI^e siècle par l'expansion en Géorgie et en Ukraine. L'encerclement conséquent de la Russie et ainsi un fort affaiblissement de ce pays en plein développement, qui s'est, ces dernières années sous la présidence de Vladimir Poutine, opposé de plus en plus aux tendances hégémoniques des États-Unis, notamment dans le cas de la Syrie, est de plus en plus évident.

Des conflits internes éclatants soudainement

Il est frappant que divers pays, qui se sont développés jusqu'à présent indépendamment de l'empire américain, doivent soudainement se battre contre des conflits internes, soit en Libye, en Syrie, au Venezuela et bien sûr en Ukraine. En ce qui concerne la Libye, la «Neue

Zürcher Zeitung» a rapporté le 7 mars, que le pays menace de se disloquer et de tomber dans le chaos. Est-ce ça le résultat d'une «intervention humanitaire» pour la liberté, la démocratie et les droits de l'homme sanctionnée par l'ONU et mise en exécution par l'OTAN? La Russie et la Chine se sont abstenues au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui a suivi cette résolution a plus que confirmé leur attitude. C'était un signal indispensable adressé à tous les Etats qu'un petit groupe de nations ne pouvait se permettre d'attaquer un Etat comme bon lui semble pour destituer son gouvernement.

L'Ukraine, victime actuelle de cette politique de destruction américaine

Si l'on écoute ça et là dans les couloirs de l'ONU à Genève, ce sont notamment les Etats d'Amérique latine qui sont bien placés savoir analyser les interventions américaines en faveur de la démocratie et des droits de l'homme, et ils ont une position claire concernant ce qui se passe en Syrie, au Venezuela et en Ukraine. Leurs représentants n'ont guère de doutes que l'Ukraine est la victime actuelle de cette politique de destruction américaine.

Deux poids, deux mesures

Particulièrement cynique était l'intervention de la représentante des Etats-Unis devant le Conseil des droits de l'homme. Elle a évoqué les nobles efforts de son pays pour s'engager en faveur de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme, et a critiqué l'intervention de la Russie dans les affaires intérieures de l'Ukraine. «Nous devons insister sur le fait que tous les Etats doivent respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine», tout en soulignant que le peuple ukrainien a le droit «de déterminer son propre chemin politique». Ne connaissons-nous pas ces paroles? Le président Johnson n'avait-il pas justifié en 1965 l'intervention militaire des Etats-Unis au Viêt Nam, qui aboutit dans un désastre complet par de semblables paroles: «Le Viêt Nam doit avoir l'occasion de suivre son propre chemin.» Quel était ce «propre» chemin? Un pays complètement détruit et pollué par de l'Agent Orange et plus de 2 millions de morts. Voilà la réalité – quel sera l'avenir de l'Ukraine, on le verra.

Les USA ont collaboré dès le début au coup d'Etat dans ce pays

Ces dernières semaines, et au plus tard depuis le fameux appel téléphonique intercepté – au cours duquel la mandataire pour l'Europe de l'Est du ministère américain des Affaires étrangères Victoria Nuland, en conversation avec l'ambassadeur américain en Ukraine Geoffrey Pyatt, a exprimé sa mauvaise humeur face à la détermination insuffisante de l'UE lors de la chute du président ukrainien Ianoukovytch et a entre autre prononcé la phrase souvent citée «Fuck the EU» – il est évident que ce sont les Etats-Unis qui s'immiscent officiellement dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Pendant que les médias se sont surtout indignés de l'impair verbal, il n'y a eu aucun tollé concernant le contenu de cet appel téléphonique, dans lequel il était évident pour toute l'opinion mondiale que les Etats-Unis avaient collaboré dès le début au coup d'Etat dans ce pays.

En Syrie, la stratégie américaine n'a pas eu de succès

Ce que George W. Bush atteignait à l'aide d'interventions militaires brutales, à savoir un «Regime change» de l'extérieur, est exercé sous Obama par de la «Smart Power» tout en poursuivant le même but: la chute de gouvernements, sans considérer s'ils avaient été élu démocratiquement, tel Ianoukovytch, ou pas. Pour la politique américaine, cela n'a aucune importance aussi longtemps qu'il s'agit de leurs propres intérêts politiques et économiques. Si le changement ne peut être obtenu par une guerre civile, alors par une intervention

militaire, dans le meilleur des cas naturellement suite à un mandat de l'ONU arrogé comme dans le cas de la Libye.

La Russie et la Chine y ont définitivement appris leur leçon. En Syrie, cette stratégie américaine n'a déjà plus fonctionné avec succès, à part la destruction du pays et la mort et la misère d'un grand nombre d'innocents. La Chine et la Russie y avaient opposé leur veto au Conseil de sécurité. On verra quel destin les Etats-Unis prévoient pour l'Ukraine. Ce qui est certain, c'est qu'ils vont continuer de pousser la Russie dans ses retranchements. Lorsqu'on lit et écoute nos médias occidentaux, il semblerait que tout le monde est d'accord que la Russie est le «méchant», mais quand on écoute et lit les voix d'autres pays, qui sont tués chez nous, on obtient une toute autre image. La vue américano-européenne des choses est naïve et simpliste. Il est temps que nous élargissions réellement notre horizon.

Thomas Kaiser

La source originale de cet article est [Horizons et Débats](#)
Copyright © [Thomas Kaiser](#), [Horizons et Débats](#), 2014

Articles Par : **[Thomas Kaiser](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca